



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

## Trente-septième session

**Colombo (Sri Lanka), 31 janvier-2 février 2024 et 19-22 février 2024**

**Financer l'élimination de la faim, aujourd'hui et demain  
(objectif de développement durable [ODD] 2)**

### Résumé

Pour éliminer la faim d'ici à 2030, il faut une aide à court terme, afin d'éviter les retours en arrière pendant les crises actuelles et futures, et des investissements à long terme, de façon à s'attaquer aux causes profondes de la faim, ainsi qu'à la pauvreté, aux inégalités, à la malnutrition et au manque d'efficacité des systèmes agroalimentaires. Dans le présent document, le terme «investissement» désigne toutes les interventions, à court et à long termes, menées pour concrétiser le Programme 2030. Les mutations à opérer exigent de définir minutieusement à l'avance les objectifs, les interventions, les coûts, les incitations, les politiques et les options de financement. Dans son rapport sur l'investissement dans le monde de 2023<sup>1</sup>, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) estime qu'il est nécessaire d'investir 4 000 milliards d'USD supplémentaires par an pour réaliser le Programme 2030. Dans le rapport Ceres2030<sup>2</sup>, qui porte uniquement sur trois des cinq indicateurs relatifs à l'objectif de développement durable (ODD) 2, à l'exclusion de ceux concernant la nutrition, et utilise des données de 2019, les fonds supplémentaires nécessaires pour venir durablement à bout de la faim d'ici à 2030 sont estimés à 33 milliards de dollars par an. Dans leur étude<sup>3</sup>, le Center for Development Research (ZEF) et la FAO s'intéressent aux cinq indicateurs relatifs à l'ODD 2 et indiquent qu'il faudrait entre 39 et 50 milliards d'USD de plus par an pour atteindre les cibles de l'ODD 2 d'ici à 2030. Pour mobiliser les financements supplémentaires nécessaires, il convient de suivre une démarche globale. Cette démarche consistera à augmenter la mobilisation de ressources nationales et à mettre à profit les investissements internationaux, à attirer des investissements étrangers directs et à accéder aux flux

<sup>1</sup> CNUCED. 2023. *World Investment Report 2023*. <https://unctad.org/publication/world-investment-report-2023>.

<sup>2</sup> Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Institut international du développement durable (IIDD) et Université Cornell. [2020]. *Ceres2030: Sustainable Solutions to End Hunger*. [https://ceres2030.iisd.org/wp-content/uploads/2021/03/ceres2030\\_en-summary-report.pdf](https://ceres2030.iisd.org/wp-content/uploads/2021/03/ceres2030_en-summary-report.pdf); Laborde, D., Parent, M. et Smaller, C. (2020). *Ending hunger, increasing incomes and protecting the climate: What would it cost donors?* Université Cornell, IFPRI et IIDD.

<sup>3</sup> Center for Development Research (ZEF), Université de Bonn et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2020. *Investment Costs and Policy Action Opportunities for Reaching a World without Hunger (SDG 2)*. [https://www.developmentaid.org/api/frontend/cms/file/2020/10/ZEF\\_FAO\\_SDG2.pdf](https://www.developmentaid.org/api/frontend/cms/file/2020/10/ZEF_FAO_SDG2.pdf).

Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).

financiers internationaux, notamment à l'aide publique au développement (APD) et au financement de l'action climatique. Des dispositifs innovants, tels que le financement mixte, les investissements à impact et les instruments de financement durable, peuvent aussi jouer un rôle déterminant pour combler le déficit de ressources.

**Suite que la Conférence régionale est invitée à donner**

La Conférence régionale est invitée à:

- a. prendre note des options de financement, aussi bien internes qu'externes;
- b. faire connaître les expériences d'approches et de politiques nationales adoptées par les pays en matière de financement;
- c. fournir des indications au sujet des dispositifs de financement sur lesquels la FAO devrait se concentrer pour éliminer la faim plus rapidement.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:*

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

APRC@fao.org

## I. Situation générale sur le plan de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition: quelle est l'ampleur du défi?

### I.1 Faim, insécurité alimentaire et malnutrition

1. En 2022, la prévalence de la sous-alimentation dans la région Asie et Pacifique s'établissait à 8,4 pour cent. Au total, 371 millions de personnes y souffraient de la faim, soit plus de 50 pour cent des 736 millions de personnes sous-alimentées dans le monde. En outre, 1,03 milliard de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave. La région avance actuellement dans la mauvaise direction concernant le retard de croissance, l'émaciation, l'obésité chez les enfants et chez les adultes et l'anémie chez les femmes. Le coût moyen d'une alimentation saine a augmenté fortement pour atteindre 4,15 USD par personne et par jour, une somme hors de portée pour 45,6 pour cent de la population<sup>4</sup>. On trouvera une analyse détaillée sur le sujet dans le document intitulé *Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région Asie et Pacifique: perspectives mondiales et régionales en matière de sécurité alimentaire* (APRC/24/3)<sup>5</sup>.

### I.2 Principaux facteurs à l'origine de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition

2. L'ODD 2 est étroitement lié à certains secteurs autres que les systèmes agroalimentaires. Il est donc nécessaire d'investir et de progresser dans plusieurs autres domaines pour atteindre les cibles qui lui sont associées. Le rapport sur l'investissement dans le monde mentionné plus haut indique qu'il est important d'investir dans tous les ODD, y compris l'ODD 2. Parmi les principaux problèmes faisant obstacle à la réalisation des cibles de l'ODD 2 dans la région, on peut citer les suivants:

- a. Le changement climatique a des répercussions considérables sur la faim, la sécurité alimentaire et la malnutrition. La hausse des températures, la modification des régimes pluviométriques et l'augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes posent des défis pour la production agricole, les disponibilités alimentaires et l'accès à des aliments nutritifs. D'après certaines prévisions, 120 millions de personnes supplémentaires, dont 24 millions d'enfants, seront exposées au risque de sous-alimentation d'ici à 2050 à cause du changement climatique<sup>6</sup>.
  - i. Recul des rendements: d'après les données disponibles, il est probable que la hausse des températures dans la région réduira les rendements des cultures de 10 pour cent à 15 pour cent environ pendant la saison humide et de 20 pour cent à 25 pour cent approximativement après<sup>7</sup>.
  - ii. La réduction de la productivité et des disponibilités alimentaires pousseront les prix à la hausse, et toucheront de manière disproportionnée les personnes pauvres, qui consacrent la majeure partie de leurs revenus à l'alimentation et n'auront plus les moyens de s'alimenter sainement (GIEC, 2022)<sup>8</sup>.
  - iii. Réduction de la qualité des nutriments: l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone réduira la concentration en nutriments essentiels tels que le zinc, le fer et les protéines dans les cultures de base, ce qui entraînera une diminution de la valeur nutritionnelle (GIEC, 2022).

<sup>4</sup> FAO. 2023. *Asia and Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition*. [www.fao.org/3/cc8228en/online/cc8228en.html](http://www.fao.org/3/cc8228en/online/cc8228en.html).

<sup>5</sup> [www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/aprc37/documents/fr/](http://www.fao.org/about/meetings/regional-conferences/aprc37/documents/fr/).

<sup>6</sup> FAO. 2017. *The future of food and agriculture – Trends and challenges*. [www.fao.org/3/i6583e/i6583e.pdf](http://www.fao.org/3/i6583e/i6583e.pdf).

<sup>7</sup> Mukherjee A., Saha S., Lellyett S.C. et Huda, A.K.S. 2022. *Impact of climate change and variability on food security in the Asia-Pacific Region*. Asia Pacific Sustainable Development Journal, vol. 29, n°1, mai 2022. [www.unescap.org/sites/default/d8files/2022-06/APSDJ%20Vol.%2029%2C%20No.%201%2C%20May%202022-pp119-141\\_Rev.pdf](http://www.unescap.org/sites/default/d8files/2022-06/APSDJ%20Vol.%2029%2C%20No.%201%2C%20May%202022-pp119-141_Rev.pdf).

<sup>8</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). 2022. *Climate change and land: An IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*. [www.google.co.th/books/edition/Climate\\_Change\\_and\\_Land/N4adEAAAQBAJ?hl=en&gbpv=1&printsec=frontcover](http://www.google.co.th/books/edition/Climate_Change_and_Land/N4adEAAAQBAJ?hl=en&gbpv=1&printsec=frontcover).

- iv. Perturbations des chaînes d’approvisionnement: les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les tempêtes et les inondations, continueront de désorganiser les transports et d’endommager les infrastructures, ce qui aura une incidence sur la distribution de nourriture et provoquera des perturbations des chaînes d’approvisionnement (GIEC, 2022).
- v. Pénurie d’eau: le changement climatique accentue la pénurie d’eau dans la région, laquelle est indispensable pour l’agriculture. La concurrence accrue autour des ressources hydriques limite actuellement l’irrigation des cultures, et se répercute sur la production alimentaire (GIEC, 2022).
- vi. Vulnérabilité des petits exploitants agricoles: les petits exploitants agricoles, qui représentent une partie non négligeable de la main-d’œuvre agricole dans la région, sont particulièrement vulnérables face aux effets du changement climatique. Ils ne disposent souvent pas de ressources suffisantes ni de la capacité d’adaptation nécessaire pour faire face à l’évolution des conditions (GIEC, 2022).
- b. La pauvreté et les inégalités de revenus contribuent grandement à la faim, à l’insécurité alimentaire et à la malnutrition dans la région. Les problèmes d’accès aux ressources productives telles que la terre, le travail qualifié, les moyens de financement, d’autres biens et les possibilités de subsistance, constituent des défis majeurs pour de nombreuses populations vulnérables.
- c. Dans certains pays de la région, les conflits persistants, l’instabilité politique et les troubles sociaux contribuent à l’insécurité alimentaire et à la malnutrition. Ces situations perturbent la production agricole, entraînent des déplacements de population et entravent l’accès à la nourriture et aux services essentiels.
- d. La faible productivité agricole, l’inadéquation des infrastructures et les difficultés d’accès aux techniques et aux technologies agricoles modernes sont autant de facteurs de l’insécurité alimentaire. L’insuffisance et la réduction des investissements dans l’agriculture et le développement rural empêchent la région de produire assez de nourriture pour subvenir aux besoins de sa population.
- e. L’urbanisation rapide de la région pose des défis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Plus le nombre de personnes s’installant en milieu urbain augmente, plus la demande de nourriture croît, ce qui met sous pression les chaînes d’approvisionnement alimentaire. Les zones urbaines se heurtent souvent à des problèmes tels que les difficultés d’accès à des aliments frais et nutritifs, les prix élevés des produits alimentaires et l’insuffisance des mesures de sécurité sanitaire des aliments (CE, 2023)<sup>9</sup>.
- f. Les carences des programmes de protection sociale et des filets de sécurité accentuent l’insécurité alimentaire et la malnutrition. Les populations vulnérables, y compris les femmes, les enfants et les communautés marginalisées, n’ont souvent pas accès à une nutrition adéquate ni à des régimes d’aide à la hauteur de leurs besoins (CE, 2023).
- g. Les problèmes d’accès à des installations d’eau propre et d’assainissement nuisent à la santé et contribuent à la malnutrition. Les sources d’eau contaminées et les pratiques d’assainissement inadaptées accroissent le risque de maladies d’origine hydrique et empêchent de parvenir à une nutrition appropriée (CE, 2023).

---

<sup>9</sup> FAO. 2023. *Asia and the Pacific – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2022*. [https://knowledge4policy.ec.europa.eu/publication/asia-pacific-regional-overview-food-security-nutrition-2022\\_en](https://knowledge4policy.ec.europa.eu/publication/asia-pacific-regional-overview-food-security-nutrition-2022_en).

## II. Financer l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition: de quels moyens la région dispose-t-elle et de quels moyens supplémentaires a-t-elle besoin?

### II.1 Types de financement et adéquation des ressources nécessaires pour atteindre les cibles de l'ODD 2

3. Parmi les principaux dispositifs de financement susceptibles de contribuer à la réalisation de l'ODD 2, et à coup sûr à celle d'autres ODD, figurent le financement public national, les services bancaires et les services de crédit internes aux pays, l'APD, les partenariats public-privé, les investissements à impact des banques multilatérales de développement ou des institutions financières internationales, le financement philanthropique ou encore le financement de l'action climatique. Les instruments de financement mixte et autres instruments financiers innovants sont essentiels pour progresser durablement sur la voie de la concrétisation des cibles de l'ODD 2<sup>10</sup>. Compte tenu de la forte intégration intersectorielle observée dans la région Asie et Pacifique, les investissements relatifs aux ODD, en particulier les ODD 1 (Pas de pauvreté), 3 (Bonne santé et bien-être), 5 (Égalité entre les sexes), 10 (Inégalités réduites), 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), 14 (Vie aquatique) et 15 (Vie terrestre), sont vitaux pour avancer dans la mise en œuvre du Programme 2030.

4. Pour aider à atteindre les cibles de l'ODD 2, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM)<sup>11</sup> ont élaboré une approche à deux volets consistant à répondre aux besoins immédiats et à long terme des ménages en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et d'agriculture durable. Le premier volet souligne la nécessité d'une action immédiate sous la forme de mesures de protection sociale, d'interventions nutritionnelles et d'une assistance d'urgence afin de lutter contre la faim et la malnutrition, et le second insiste sur l'importance du développement agricole durable dans un contexte de changement climatique et de demandes concurrentes autour de la terre, de l'eau et d'autres ressources naturelles.

5. Pour atteindre les cibles mondiales des ODD, la CNUCED (2023) estime qu'il faudra investir 4 000 milliards d'USD par an. Dans la région Asie et Pacifique, où vivent environ 50 pour cent des 900 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave, il faudrait ainsi, d'ici à 2030, combler un déficit d'investissement de quelque 2 000 milliards d'USD chaque année<sup>12</sup>. Dans l'analyse Ceres2030, fondée sur des données de 2019 et axée sur trois des cinq cibles de l'ODD 2, les auteurs estiment à 14 milliards d'USD par an les contributions des donateurs et à 19 milliards par an les contributions des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, qui seront nécessaires pour atteindre les cibles de l'ODD 2 à l'échelle mondiale d'ici à 2030. Dans leur étude, qui porte sur les cinq indicateurs de l'ODD 2, le Center for Development Research (ZEF) et la FAO estiment quant à eux qu'il faudrait investir au total de 39 à 50 milliards d'USD. Pour combler ce déficit, il faudra mobiliser des ressources nationales, attirer des investissements du secteur privé, mettre en place des incitations à l'intention des marchés des capitaux nationaux, renforcer les finances publiques, faire intervenir des établissements bancaires, accéder aux flux financiers internationaux et faire appel à des dispositifs de financement innovants. Les gouvernements devraient privilégier l'augmentation des investissements publics dans l'agriculture et l'infrastructure rurale, tout en favorisant l'instauration d'un environnement susceptible d'attirer des investissements privés et en encourageant l'adoption de pratiques durables. La coopération internationale, les partenariats, l'inclusion financière et l'agriculture intelligente face au climat sont également des composantes indispensables pour réussir dans cette entreprise.

---

<sup>10</sup> Groupe des Nations Unies pour le développement durable. *Financement*. <https://unsdg.un.org/fr/2030-agenda/financement>.

<sup>11</sup> FAO, FIDA et PAM. 2015. *Objectif Faim zéro – Le rôle crucial des investissements dans la protection sociale et l'agriculture*. [www.fao.org/3/i4951f/i4951f.pdf](http://www.fao.org/3/i4951f/i4951f.pdf).

<sup>12</sup> Il s'agit d'une estimation très approximative qui repose entièrement sur le déficit d'investissement à l'échelle mondiale et la proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave dans la région Asie et Pacifique.

6. Des estimations approximatives semblent indiquer que les ressources requises chaque année pour financer les contributions déterminées au niveau national dans certains pays de la région s'élèvent environ à 362 milliards d'USD, ce qui comprend 258 milliards d'USD pour l'atténuation du changement climatique et 104 milliards d'USD pour l'adaptation aux effets de celui-ci<sup>13</sup>. Cet investissement est crucial pour éviter près de 1 000 milliards d'USD de préjudices et de pertes.

## **II.2 Quel est le niveau actuel de financement consacré à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition?**

7. Dans le rapport sur le développement durable de 2022, les auteurs appellent l'attention sur la grande fracture financière, notant que les pays pauvres se débattent pour mobiliser des ressources suffisantes et emprunter à des taux abordables leur permettant d'investir. Les pays les moins avancés (PMA), qui sont 11 dans la région, consacrent 14 pour cent de leurs recettes au paiement du service de la dette, contre 3,5 pour cent pour les pays développés. Dans la région Asie et Pacifique, les PMA présentent un risque élevé de surendettement ou sont déjà surendettés<sup>14</sup>.

8. Pour remédier à ces problèmes, les responsables du Groupe des sept (G7) ont promis d'extraire 500 millions de personnes de la faim et de la malnutrition d'ici à 2030, et se sont engagés à mobiliser 14 milliards d'USD supplémentaires en moyenne par an jusqu'en 2030. Cela exige toutefois un changement d'état d'esprit, et de passer des interventions menées à court terme face aux crises à des investissements stratégiques visant à renforcer la sécurité alimentaire en profondeur<sup>15</sup>.

9. Dans le rapport sur le développement durable de 2022, trois voies principales sont recommandées pour réduire la fracture financière: i) augmenter les fonds publics destinés à l'investissement dans les zones prioritaires et affecter de manière efficace les ressources aux ODD et aux investissements productifs; ii) diminuer les coûts d'emprunt et réduire l'instabilité liée aux sources commerciales; et iii) communiquer des méthodes d'allègement de la dette et de restructuration ainsi que des pratiques de crédit plus avisées pour donner aux pays en développement les moyens d'allouer des ressources aux domaines essentiels à développer. L'APD nette versée aux pays asiatiques a augmenté au fil des années, mais cette augmentation a été très faible ces derniers temps, malgré les besoins croissants d'assistance financière dus aux répercussions de la pandémie de covid-19 sur l'économie. Des efforts doivent être déployés pour s'attaquer à ces problèmes de financement de façon à garantir un développement durable et à soutenir la reprise après la pandémie dans les pays d'Asie.

---

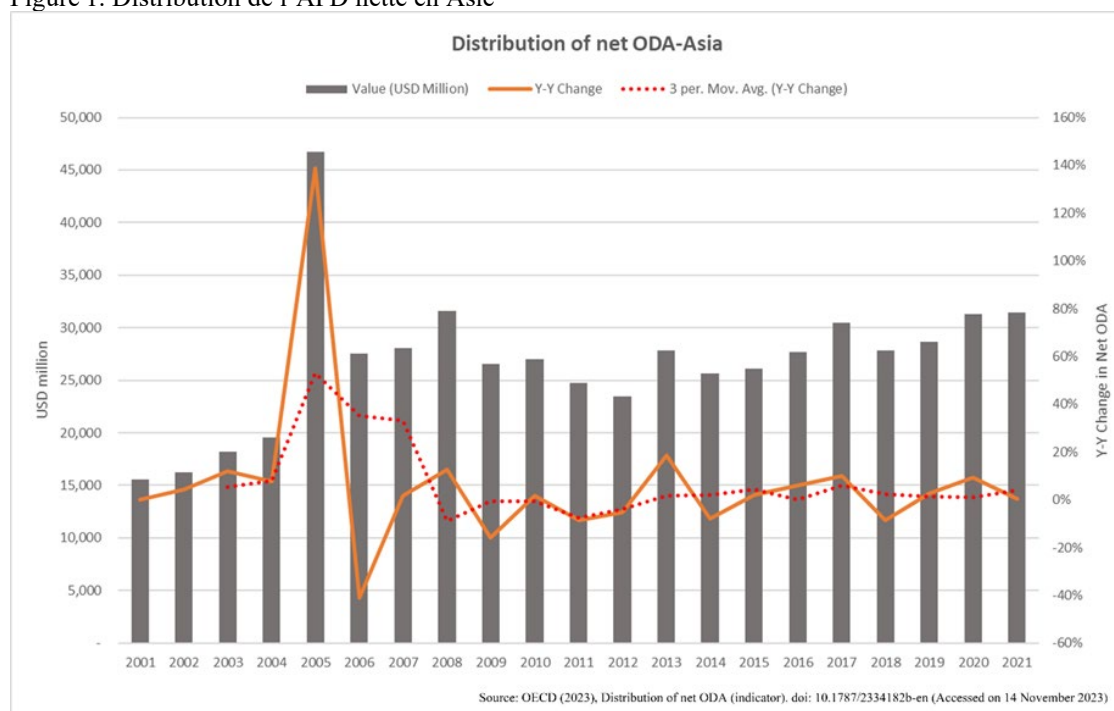
<sup>13</sup> Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). 2023. *The race to net zero: Accelerating climate action in Asia and the Pacific*. Soixante-dix-neuvième session de la Commission. [www.unescap.org/kp/2023/race-net-zero-accelerating-climate-action-asia-and-pacific](http://www.unescap.org/kp/2023/race-net-zero-accelerating-climate-action-asia-and-pacific).

<sup>14</sup> ONU. 2022. *Financing for Sustainable Development Report 2022*. Bureau de la Haute Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. [www.un.org/ohrlls/content/financing-sustainable-development-report-2022](http://www.un.org/ohrlls/content/financing-sustainable-development-report-2022).

<sup>15</sup> Von Braun, J. et Torero Cullen, M. 2022. *Achieving the G7 Elmau Commitment in the Context of the COVID-19 Pandemic and Climate Change*. Institut international du développement durable. [https://sc-fss2021.org/wp-content/uploads/2022/03/Policy-Brief\\_elmau-commitment-CERES-ZEF-FAO-IFPRI\\_2022.pdf](https://sc-fss2021.org/wp-content/uploads/2022/03/Policy-Brief_elmau-commitment-CERES-ZEF-FAO-IFPRI_2022.pdf).



Figure 1. Distribution de l'APD nette en Asie



Source: OCDE (2023), Distribution de l'APD nette (indicateur). <https://doi.org/10.1787/b33db6cb-fr> (consulté le 14 novembre 2023).

10. L'APD joue un rôle complémentaire dans la croissance économique globale, mais force est de constater qu'elle est loin de suffire pour financer les investissements à réaliser pour atteindre les cibles des ODD. Les données disponibles semblent indiquer que l'APD est plus efficace si ce sont des institutions nationales qui fixent les orientations et la distribuent, en tenant compte des priorités des gouvernements bénéficiaires<sup>16</sup>. D'autres sources de financement, telles que des investissements publics en augmentation et mieux ciblés, des services financiers renforcés et inclusifs au niveau national et les investissements étrangers directs, sont nécessaires, et parfois plus efficaces, pour favoriser la croissance économique et atteindre les cibles des ODD, y compris de l'ODD 2.

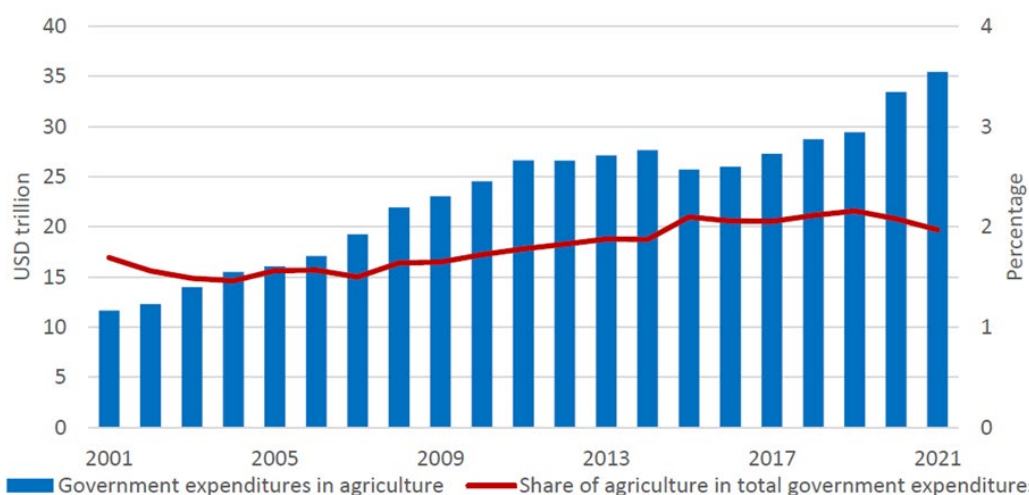
11. À l'échelle mondiale, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture sont passées de 11 000 milliards d'USD en 2001 à 35 000 milliards en 2021, malgré la pandémie de covid-19<sup>17</sup>. Au cours de cette même période, les dépenses publiques globales ont aussi progressé, mais la proportion des fonds publics destinés à l'agriculture par rapport aux autres secteurs a diminué dans la plupart des pays. Le secteur agricole contribuait à hauteur de 3,1 pour cent à 4,5 pour cent au produit intérieur brut (PIB) entre 2001 et 2021, mais n'a reçu que 1,5 pour cent à 2,2 pour cent des dépenses publiques totales pendant cette période. Bien que la part de l'agriculture dans les dépenses publiques ait atteint son niveau le plus haut, soit 2,16 pour cent, en 2019, elle a ensuite diminué, passant à 2,08 pour cent en 2020, puis à 1,97 pour cent en 2021<sup>18</sup> (figure 2).

<sup>16</sup> Deutscher E. et Fyson S. 2008. *Improving the effectiveness of aid*. Finance and Development, September 2008, vol. 45, n° 3. Une revue trimestrielle du FMI. [www-imf.org.ezproxy.library.wur.nl/external/pubs/ft/fandd/2008/09/deutscher.htm](http://www-imf.org.ezproxy.library.wur.nl/external/pubs/ft/fandd/2008/09/deutscher.htm).

<sup>17</sup> Fonds monétaire international. 2021. *Database of Fiscal Policy Responses to COVID-19*. Dans: FMI. Washington. Consulté en décembre 2022. [www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Fiscal-Policies-Database-in-Response-to-COVID-19](http://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Fiscal-Policies-Database-in-Response-to-COVID-19).

<sup>18</sup> FAO. 2022. *Government expenditures in agriculture 2001-2021. Global and regional trends*. Résumé analytique FAOSTAT n° 58. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc3749en>.

Figure 2. Dépenses publiques consacrées à l'agriculture et part de l'agriculture dans les dépenses totales



Note: Le nombre de pays pour lesquels on dispose de données peut varier au fil du temps. Les estimations mondiales comprennent des données imputées.

Source: FAO. 2022. Government expenditures in agriculture, 2001-2021. Résumé analytique FAOSTAT n° 58. FAO, Rome, décembre 2022. <https://doi.org/10.4060/cc3749en>.

12. L'Asie a été l'un des principaux financeurs des dépenses publiques consacrées à l'agriculture, et représenté 73 pour cent des dépenses agricoles mondiales entre 2011 et 2021, 5,35 pour cent de son budget total ayant été alloué à ce secteur. L'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est ont augmenté les dépenses publiques en faveur de l'agriculture, tandis que l'Asie centrale, l'Asie du Sud et l'Asie de l'Ouest ont connu un recul de la part du secteur agricole dans ces dépenses. Les fluctuations des taux de change se sont cependant aussi répercutées sur les dépenses exprimées en USD, en particulier dans les pays où la monnaie locale s'est affaiblie par rapport au dollar, entraînant une baisse des dépenses mesurées en USD.

13. Par rapport à la moyenne mondiale, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral affectent en revanche une part bien supérieure de leur budget public à l'agriculture (4,1 pour cent et 4,6 pour cent respectivement). Ces régions enregistrent certains des plus hauts niveaux de dépenses agricoles. Les petits États insulaires en développement consacrent quant à eux seulement 1,8 pour cent de leur budget public à l'agriculture, un niveau analogue à la moyenne mondiale<sup>19</sup>.

14. L'indice d'orientation agricole permet de mesurer la contribution publique au secteur agricole par rapport à la part de ce secteur dans le PIB, ce qui donne une indication de l'importance de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie. À l'échelle mondiale, l'indice d'orientation agricole fait apparaître une légère tendance à la hausse, de 0,44 pour cent en 2001 à 0,54 pour cent en 2019. À partir de 2020, toutefois, l'indice a reculé pour revenir à 0,44 pour cent en 2021, en partie sous l'effet de l'intervention menée face à la pandémie de covid-19, car les gouvernements ont alloué plus de ressources et consacré plus de dépenses à des activités non agricoles dans des domaines tels que la santé, l'éducation et la protection sociale. Dans les régions concernées par les ODD, l'indice d'orientation agricole a diminué en Asie de l'Ouest, en Asie centrale et en Asie du Sud. Les seules régions qui ont connu une progression de l'indice entre 2011 et 2021 ont été l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est, principalement sous l'impulsion de la Chine<sup>19</sup>.

<sup>19</sup> FAO. 2022. *Government expenditures in agriculture 2001-2021. Global and regional trends*. Résumé analytique FAOSTAT n° 58. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc3749en>.



15. En Asie, les systèmes agroalimentaires revêtent une importance cruciale et ont besoin de ressources adéquates pour relever les importants défis auxquels ils doivent faire face. Ce secteur emploie 30 pour cent de la main-d'œuvre de la région<sup>20</sup>, et fournit des produits alimentaires à 60 pour cent de la population mondiale, soit environ 4,3 milliards de personnes. Le soutien apporté au secteur a toutefois été inférieur aux besoins. Divers facteurs, tels que l'épuisement du stock de ressources naturelles, l'accroissement de la population mondiale, l'évolution de la démographie ainsi que la modification de la structure des revenus et des habitudes alimentaires, exigeront une augmentation de 50 pour cent de l'offre de produits alimentaires d'ici à 2050<sup>21</sup>. À l'évidence, il devient urgent de transformer les systèmes agroalimentaires.

#### *Système et mesures sectorielles nécessaires pour mobiliser des ressources*

16. Le financement de la transformation des systèmes agroalimentaires nécessitera diverses ressources financières. Il faudra notamment des fonds «internes» générés au sein même des systèmes alimentaires, tels que les dépenses alimentaires des consommateurs et les investissements consentis par les entreprises agroalimentaires, ainsi que des fonds «externes» provenant de l'aide internationale au développement, des budgets publics, d'établissements bancaires et des marchés financiers. Il est probable que les contributions respectives de ces sources de financement varieront selon les différents aspects du processus de transformation. Les auteurs de l'étude Ceres2030 proposent d'investir selon trois grands axes: i) renforcer le pouvoir d'action des personnes marginalisées, au moyen de la protection sociale, de l'assistance aux organisations d'agriculteurs et de la formation professionnelle; ii) concentrer l'action sur les améliorations à apporter dans les exploitations agricoles, en particulier dans les domaines du développement des infrastructures (irrigation, routes rurales, marchés, par exemple), de la recherche-développement, de l'appui direct en faveur d'une production végétale durable et de la protection des cultures, et de l'élevage; et iii) relever les défis relatifs à la circulation des aliments, et notamment réduire les pertes après récolte, améliorer les installations de stockage et soutenir les petites et moyennes entreprises, les coopératives, les commerçants et les transformateurs.

17. L'outil de suivi des tendances relatives aux investissements consacrés aux ODD<sup>22</sup> propose six ensembles de mesures pour combler le déficit d'investissement:

- a. **Réorientation des stratégies de promotion des investissements des pays hôtes.** Les principales mesures préconisées consistent à promouvoir les éléments suivants: programmes d'incitation à l'investissement axés sur les ODD; zones économiques spéciales axées sur les ODD et effets multiplicateurs de ces zones sur le reste de l'économie; élaboration de projets susceptibles de bénéficier d'un concours bancaire axés sur les ODD; et campagne active de marketing visant à attirer des partenaires nationaux et internationaux.
- b. **Élaboration d'une nouvelle génération de traités internationaux d'investissement et de garanties.** Les accords internationaux d'investissement devraient intégrer la question du développement durable et prendre en compte les ODD dans leurs objectifs tout en facilitant les investissements au moyen de dispositifs d'assurance et de garanties.
- c. **Renforcement des investissements régionaux et Sud-Sud.** Instaurer et renforcer la coopération dans le cadre de la création de regroupements industriels régionaux et infrarégionaux et de chaînes de valeur régionales, qui porteraient sur les secteurs liés aux ODD; mettre en place des infrastructures transfrontières pour aider en particulier les pays enclavés sur le plan géographique; et élaborer des pactes d'investissement régionaux en faveur des ODD au sein d'initiatives existantes de coopération économique régionale, telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Association sud-asiatique de coopération régionale.
- d. **Soutien en faveur des investissements consacrés aux ODD dans les crises récurrentes.** Intégrer le renforcement de la résilience dans des investissements nationaux, régionaux et

<sup>20</sup> Organisation internationale du Travail. 2022. *Asia-Pacific Sectoral Labour Market Profile: Agriculture*. Policy Brief 2022. [www.ilo.org/asia/publications/issue-briefs/WCMS\\_863302/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/asia/publications/issue-briefs/WCMS_863302/lang--en/index.htm).

<sup>21</sup> FAO. 2017. *The future of food and agriculture: Trends and challenges*. [www.fao.org/3/a-i6583e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i6583e.pdf).

<sup>22</sup> CNUCED. 2023. *The SDG Investment Trends Monitor*. Septembre 2023, n° 4. [https://unctad.org/system/files/official-document/diaemisc2023d6\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/diaemisc2023d6_en.pdf).

mondiaux inclusifs; et prendre en compte dans les investissements en rapport avec les ODD les tendances géopolitiques régionales et mondiales relatives à l'accentuation des risques et aux nouvelles possibilités offertes.

- e. **Favoriser les financements innovants et réorienter les marchés financiers.** Renforcer les synergies entre acteurs publics et privés, encourager les coentreprises entre des sociétés nationales et étrangères et développer les programmes de financement de projets faisant intervenir des investisseurs classiques et institutionnels; promouvoir le financement mixte en fournissant des lignes de crédit, des obligations et des instruments d'atténuation des risques (garanties et assurance), des outils de couverture, des dons et une assistance technique; promouvoir la finance numérique pour cibler les populations exclues et marginalisées financièrement; et promouvoir l'établissement de rapports intégrés sur l'impact économique, social et environnemental des investisseurs privés afin de faire concorder les signaux envoyés aux marchés des capitaux avec le développement durable.
- f. **Mettre en place des partenariats mondiaux au service d'investissements durables.** Nouer des alliances mondiales entre les zones économiques spéciales, les organismes de promotion des investissements et les bourses des valeurs mobilières, à l'appui d'investissements axés sur les ODD; mettre sur pied un guichet unique mondial pour les ODD afin de regrouper les instruments de conseil et de formation en matière d'investissement de l'ensemble des organisations internationales et des banques multilatérales de développement au sein d'une même plateforme à laquelle toutes les parties prenantes pourront accéder facilement; contribuer à l'élaboration de grands projets à impact susceptibles de bénéficier d'un concours bancaire, qui soient conformes aux ODD et appuient leur réalisation, et faciliter l'accès à ces projets; et encourager les partenariats entre les gouvernements de petits pays vulnérables, les investisseurs privés et les banques multilatérales de développement afin de promouvoir les investissements dans les ODD.

### *Combien faut-il investir pour éliminer la faim d'ici à 2030?*

18. Depuis l'apparition de la pandémie de covid-19, le déficit de financement à combler pour concrétiser les ODD s'est creusé, passant de 2 500 milliards d'USD à 4 000 milliards d'USD environ par an. Ce déficit devrait s'aggraver d'après les prévisions, de 400 milliards d'USD environ chaque année entre 2020 et 2025<sup>23</sup>. Dans la région Asie et Pacifique, 371 millions de personnes souffraient de la faim en 2022, soit plus de 50 pour cent des personnes sous-alimentées dans le monde.

19. Pour estimer combien coûterait la concrétisation de l'ODD 2, en particulier l'élimination de la faim et l'amélioration de la nutrition, plusieurs modèles ont été mis au point. Le présent document porte sur les quatre modèles les plus à jour, qui, bien que similaires, renferment quelques différences importantes mises en évidence dans le tableau 1: le modèle international d'analyse relatif aux produits et aux échanges agricoles (IMPACT), élaboré par l'IFPRI (2012)<sup>24</sup>; le modèle intitulé «Toward a Zero-Hunger by 2030»<sup>25</sup>; le modèle Ceres2030<sup>26</sup>; et le modèle des courbes de coût marginal d'abattement<sup>27</sup>. Les lecteurs souhaitant plus d'informations sont invités à se reporter aux sources indiquées dans les notes de bas de page. Le tableau 1 présente les principaux éléments des

<sup>23</sup> Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2022. *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2023: No Sustainability Without Equity*. Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/fcbe6ce9-en>.

<sup>24</sup> Rosegrant M.W., Sulser, T.B., Mason-D'Croz, D., Cenacchi, N., Nin-Pratt, A., Dunston, S., Willaarts, B. 2017. *Quantitative foresight modelling to inform the CGIAR research portfolio*. Rapport de projet pour l'Agence des États-Unis d'Amérique pour le développement international. IFPRI. [www.ifpri.org/publication/foresight-modeling-agricultural-research](http://www.ifpri.org/publication/foresight-modeling-agricultural-research).

<sup>25</sup> Torero, M. et von Braun, J. 2015. *Toward a zero-hunger goal by 2030: some preliminary estimates of what it would cost*. Document non publié.

<sup>26</sup> Laborde, D., Parent, M. et Smaller, C. 2020. Éradiquer la faim, accroître les revenus et protéger le climat: Combien cela coûterait-il aux donateurs? Ceres2030. IIDD et IFPRI. <https://ceres2030.iisd.org/wp-content/uploads/2021/03/ceres2030-fr-what-would-it-cost.pdf>.

<sup>27</sup> Center for Development Research et FAO. 2020. *Investment costs and policy action opportunities for reaching a world without hunger (SDG 2)*. [www.fao.org/documents/card/en?details=cb1497en](http://www.fao.org/documents/card/en?details=cb1497en).

interventions, des sources de financement ainsi que des coûts d'investissement annuels et totaux de chacun des quatre modèles examinés.

Tableau 1. Coûts d'investissement supplémentaires et nouvelles possibilités d'action à envisager pour éliminer la faim dans la région Asie et Pacifique (ODD 2)

Modèle/ cadre et institutions	Cible	Investissements/ interventions	Méthode	Source de financement	Coût total par personne de l'éradication de la faim (en USD) (2022-2030)	Coût annuel total (en milliards d'USD)
IMPACT (Rosegrant <i>et al.</i> 2017, IFPRI)	5 % de personnes souffrant de la faim	R&D agric., irrigation, efficacité d'utilisation de l'eau, aménagement des sols, transport et infrastructures énergétiques	Équilibre partiel lié au modèle biophysique et d'équilibre général calculable, comprend le climat	Fonds publics	929	43
Toward a zero hunger by 2030 (Torero et von Braun, 2015)	3 % de personnes souffrant de la faim et amélioration de la nutrition	Augmentation des rendements des cultures, R&D agric., innovations sur les marchés, réduire les carences en micronutriments et le retard de croissance	Modèle d'équilibre partiel (IMPACT)	Fonds publics et APD	312	14
CERES2030 (IFPRI, IIDD, 2020)	5 % de personnes souffrant de la faim, doubler les revenus des petits exploitants et limiter les émissions de gaz à effet de serre conformément à l'Accord de Paris	Subventions alimentaires, formation professionnelle, subventions aux engrais, subventions aux investissements, dotation en capital, subventions à la production, vulgarisation, irrigation, agroforesterie, plantes fourragères, stockage et routes	Équilibre général calculable, porte sur 3 et des 5 indicateurs relatifs à l'ODD 2 – à l'exclusion des cibles concernant la nutrition	Fonds publics et APD	368	17
Courbes de coût marginal d'abattement, Center for Development Research et FAO (2020)	5 % de personnes souffrant de la faim, lutte contre le retard de croissance et la malnutrition chez les enfants	24 interventions – protection sociale, R&D agric., protection des cultures, gestion intégrée de la fertilité des sols, nutrition des enfants, développement des capacités des jeunes, connectivité, commerce, alphabétisation	Courbes de coût marginal d'abattement, les synergies et les effets multiplicateurs et des différentes interventions ne sont pas pris en compte	Fonds publics et APD	556	26

Source: Données calculées pour la région Asie et Pacifique à partir de données mondiales issues de chacun des modèles.

20. Il est important d'aborder avec prudence les différences relatives au coût par personne de l'éradication de la faim, car ces différences résultent de diverses hypothèses et méthodes employées dans les modèles analysés. Le tableau 1 doit être interprété avec beaucoup de précaution. Le coût par personne de l'éradication de la faim est calculé à partir d'estimations portant sur la période 2015-2020, et ces mêmes données sont reprises pour la période 2022-2030. En outre, les données utilisées pour la région Asie et Pacifique sont des données mondiales, ce qui risque de ne pas toujours être approprié pour plusieurs raisons.

21. Premièrement, les coûts d'investissement et les rendements des investissements diffèrent considérablement selon les régions. Deuxièmement, l'estimation des coûts par personne ne tient pas compte du type de sous-alimentation ni du niveau de gravité de la faim. Troisièmement, les niveaux d'investissement dans d'autres ODD qui ont des effets de synergie et des effets multiplicateurs sur les cibles de l'ODD 2 ne sont pas pris en considération, et ces niveaux peuvent varier de manière substantielle d'une région à l'autre.

22. Les investissements nécessaires pour venir à bout de la faim d'ici à 2030 dans la région concordent néanmoins avec la part que celle-ci représente dans la faim dans le monde. Le modèle des courbes de coût marginal d'abattement, élaboré par le Center for Development Research et la FAO, est complet car il intègre les cinq indicateurs relatifs à l'ODD 2. Ce modèle évalue toutefois chacune des 24 interventions indépendamment en s'intéressant au coût marginal et aux effets de la réduction de la faim. Cette approche ne tient pas compte des effets de synergie des interventions, ce qui entraîne une surestimation des coûts d'investissement. Le coût annuel total pour la région estimé selon le modèle, soit 26 milliards d'USD sur une période de huit ans, repose sur les estimations hautes des investissements nécessaires (50 milliards d'USD par an à l'échelle mondiale sur une période de 10 ans). Si l'on part de l'estimation basse, soit 39 milliards d'USD par an, le coût pour la région Asie et Pacifique s'élèverait à 20 milliards d'USD chaque année.

23. Selon le modèle Ceres2030, qui est le deuxième modèle le plus récent dont on dispose, il faudrait un investissement annuel de 17 milliards d'USD entre 2022 et 2030 pour éliminer la faim dans la région. Il importe cependant de noter que ce modèle porte uniquement sur trois des cinq cibles de l'ODD 2, à l'exclusion des résultats relatifs à la nutrition. Le coût par personne de l'éradication de la faim intègre donc cette omission dans le champ du modèle.

### **III. Appel à accroître le financement pour l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et aperçu de la voie à suivre**

24. En 2022, 736 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde, dont 371 millions dans la région Asie et Pacifique. Sans une intervention résolue, on estime que plus de 840 millions de personnes pourraient souffrir de ce fléau à travers le monde<sup>28</sup>. En Asie<sup>29</sup>, ce nombre s'élèverait à 329,2 millions de personnes d'après les projections, soit un niveau inférieur aux 381,1 millions de personnes estimées en 2019, mais encore bien supérieur aux cibles de l'ODD 2 visant la «Faim zéro»<sup>30</sup>. Il est fort probable que l'inaction au regard de l'ODD 2 aurait d'importantes répercussions non seulement sur les cibles de cet ODD, mais aussi pour d'autres ODD en raison des synergies et des externalités négatives<sup>31</sup>.

25. Pour éliminer le risque de voir 329,2 millions de personnes souffrir de la faim dans la région, il faut augmenter les dépenses publiques de 17 pour cent environ. Les données recueillies laissent penser qu'une partie de ces fonds peut être obtenue en réorientant les subventions agricoles ayant des effets néfastes, en améliorant les dispositifs de ciblage et en recherchant des instruments d'action et de

<sup>28</sup> Von Braun J., Chichaibelu B. B., Torero Cullet, M., Laborde D. et Smaller C. 2020. *Ending Hunger by 2030 – Policy Actions and Costs*. [www.zef.de/fileadmin/downloads/SDG2\\_policybrief.pdf](http://www.zef.de/fileadmin/downloads/SDG2_policybrief.pdf).

<sup>29</sup> Notez que les catégories «Asie» et «Asie-Pacifique» ne comprennent pas les mêmes pays.

<sup>30</sup> Center for Development Research et FAO. 2020. *Investment Costs and Policy Action Opportunities for Reaching a World without Hunger (SDG 2)*. Octobre 2020. [www.fao.org/3/cb1497en/cb1497en.pdf](http://www.fao.org/3/cb1497en/cb1497en.pdf).

<sup>31</sup> Machingura, F. et Lally, S. 2017. *The sustainable development goals and their trade-offs*. Institut du développement outre-mer, septembre 2017. <https://euagenda.eu/upload/publications/untitled-80154-ea.pdf>.

protection sociale plus efficaces<sup>32</sup>. Ces mesures sont nécessaires, mais elles risquent de ne pas suffire pour combler les déficits d'investissement, ce qui pourrait exiger de réévaluer les politiques budgétaires et monétaires publiques.

26. L'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement de l'administration fiscale et l'application de taxes aux produits alimentaires ou aux pratiques agricoles qui nuisent à santé ou dégradent l'environnement peuvent permettre de rectifier les incitations et de générer des recettes supplémentaires. Il est également indispensable de mettre en place des alliances visant à imposer des contrôles plus stricts pour lutter contre le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et les sorties de capitaux illicites.

27. Dans la plupart des pays en développement, les prêts accordés au secteur agricole doivent être augmentés de 40 pour cent pour atteindre les cibles de l'ODD 2<sup>33</sup>. Si l'on veut que le secteur bancaire relève ce défi, il est indispensable de lever les obstacles systémiques qui empêchent de fournir des services financiers à l'agriculture, aux petits exploitants et aux groupes défavorisés socialement et économiquement. La redirection des fonds contribuant aux externalités négatives et leur allocation aux fins de la promotion de systèmes agroalimentaires durables et inclusifs peuvent aider à combler le déficit de financement. Le regain d'activité de banques agricoles et de banques publiques de développement dans la région est prometteur pour promouvoir des financements ruraux inclusifs et s'attaquer aux dysfonctionnements sur les marchés du crédit agricole et climatique. Compte tenu des risques élevés liés à l'agriculture ainsi que de la dispersion et de la petite taille des clients, il est nécessaire de faire appel à des instruments financiers spécifiques pour que les services financiers parviennent bien aux acteurs des systèmes agroalimentaires. Certains pays de la région ont acquis une expérience susceptible de se révéler utile en expérimentant divers instruments dans les domaines du financement des filières d'approvisionnement et des chaînes de valeur, de la microfinance et de la finance numérique.

28. La transparence, des objectifs mesurables et la concordance avec l'ODD 2 et les objectifs connexes peuvent attirer des fonds supplémentaires vers les marchés des capitaux. L'élaboration de projets propices aux investissements, conformes à l'ODD 2 et associés à des résultats, des risques et des gratifications clairs peut attirer les investisseurs, notamment dans le cadre d'investissements à impact et d'obligations ou de projets thématiques. Dans certains pays prioritaires, la FAO a entrepris des actions s'inscrivant dans l'Initiative Main dans la main. Des obligations de garantie internationales Faim zéro pourraient être mises en place pour soutenir les programmes publics relatifs à l'ODD 2. Cela permettrait aux pays les moins avancés d'accéder à des financements par l'intermédiaire d'une garantie d'obligation perpétuelle assortie d'un taux d'intérêt plafonné.

29. L'analyse Ceres2030 indique qu'il faudrait que l'APD augmente de 14 milliards d'USD supplémentaires par an au cours des huit prochaines années pour atteindre les cibles de l'ODD 2. Parmi les propositions formulées pour combler ce déficit figure la réallocation de fonds initialement affectés à des projets ne prévoyant pas de stockage du carbone et à des projets non prioritaires vers des initiatives relatives à l'ODD 2. Un fonds de garantie destiné aux «obligations Faim zéro» mentionnées plus haut, pourrait aussi générer d'importantes ressources financières à investir dans des initiatives de ce type.

---

<sup>32</sup> Diaz-Bonilla, E. 2023. Financing SDG 2 and Ending Hunger. Dans J. von Braun *et al.* (sous la direction de), *Science and Innovations for Food Systems Transformation*. [https://doi.org/10.1007/978-3-031-15703-5\\_35](https://doi.org/10.1007/978-3-031-15703-5_35).

<sup>33</sup> Diaz-Bonilla E. (2023). Financing SDG 2 and Ending Hunger (p. 661 à 683). Dans von Braun J, Afsana K, Fresco L.O. et Hassan M. H. A (2023) (sous la direction de). *Science and Innovations for Food Systems Transformation*. Springer. <https://doi.org/10.1007/978-3-031-15703-5>.



### III.1 Dispositifs et instruments financiers à utiliser pour combler les déficits de financement et atteindre les cibles de l'ODD 2

30. Les pays disposent de plusieurs dispositifs et instruments financiers pour combler les déficits de financement et atteindre ainsi les cibles de l'ODD 2 et d'autres ODD. Il importe de noter que la liste suivante n'est pas exhaustive, et que ces dispositifs et instruments ne doivent pas être envisagés seuls. Au contraire, ils peuvent être adoptés et adaptés en tenant compte du contexte de chaque pays.

#### *Institutions financières internationales et soutien bilatéral et multilatéral*

31. Pour financer efficacement les initiatives en faveur de l'ODD 2, il est nécessaire de mener des actions ciblées et coordonnées en mettant en relation l'APD internationale, les investissements du secteur privé et les nouvelles parties prenantes. Il est primordial de déployer de manière stratégique les fonds internationaux pour le développement de façon à stimuler et à mobiliser les investissements du secteur privé conformément aux objectifs de développement.

32. En outre, les organisations multilatérales et bilatérales devraient renforcer la coordination de leurs opérations pour s'attaquer au problème de la fragmentation et du cloisonnement des initiatives. Cette coordination est essentielle pour réduire le plus possible le chevauchement des activités menées par les organismes internationaux au niveau national. En travaillant ensemble et en rationalisant leurs actions, ces organisations peuvent maximiser l'impact de leurs interventions et faire en sorte que les ressources soient utilisées avec plus d'efficacité.

#### *Création d'une alliance et d'un fonds Faim zéro*

33. Une alliance et un fonds Faim zéro ainsi qu'une «obligation Faim zéro» (et éventuellement une sous-catégorie «obligation verte Faim zéro») assortie de droits de tirage spéciaux afin d'offrir des garanties pour cette nouvelle obligation devraient être conçus pour soutenir de manière institutionnelle et financière les pays désireux de rejoindre un partenariat mondial visant à éliminer la faim. Cette préconisation fait suite à des propositions de dirigeants mondiaux (dont le Pape François), et s'inspire de l'idée d'un fonds Faim zéro présentée par la piste d'action 1 du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui porte sur la garantie de l'accès à une nourriture sans danger pour la santé et nutritive pour tous. Certains pays de la région ont déjà émis des obligations vertes pour mobiliser des ressources financières à investir dans les systèmes agroalimentaires.

34. Pour parvenir aux systèmes agroalimentaires durables et équitables dont nous avons besoin de toute urgence, il est indispensable de faire preuve d'une volonté politique collective. Cela nécessite de fournir des incitations au changement et de mettre en place des leviers financiers ainsi que des leviers dans le domaine de l'action publique. Les gouvernements et les décideurs publics doivent faire de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la viabilité écologique et de l'équité sociale des objectifs d'action prioritaires. Des incitations doivent être élaborées pour encourager les parties prenantes à adopter des pratiques durables, et il faut allouer des ressources financières pour soutenir les initiatives. Des cadres d'action doivent être mis au point pour réglementer les pratiques agricoles, garantir des pratiques commerciales équitables et s'attaquer au gaspillage de nourriture. La collaboration avec les parties prenantes est cruciale pour que la prise de décisions soit inclusive.

#### *Partenariats public-privé (et agricoles)*

35. En 2016, la Business and Sustainable Development Commission a fait réaliser une étude<sup>34</sup> qui a mis en évidence un débouché commercial majeur relatif à la mise en œuvre des ODD dans le secteur alimentaire. Les auteurs de l'étude estimaient que ce débouché rapporterait 2 300 milliards d'USD d'ici à 2030, et présenterait un potentiel considérable pour le secteur privé. Pour saisir cette opportunité, on estime qu'il faudrait investir environ 320 milliards d'USD supplémentaires par an pendant cette période. Les auteurs de l'étude mettent en avant les perspectives économiques très intéressantes dont pourraient bénéficier les entreprises qui tiendront compte des ODD dans leurs stratégies, en particulier dans le secteur alimentaire. En investissant dans des pratiques durables et

---

<sup>34</sup> [www.hulic.co.jp/en/sustainability/ecology/management/linked\\_bond.html](http://www.hulic.co.jp/en/sustainability/ecology/management/linked_bond.html).



responsables, les entreprises pourront non seulement contribuer à la réalisation des ODD, mais aussi dégager d'importants gains financiers.

36. Les modèles de financement privé sont susceptibles d'améliorer considérablement le financement de systèmes agricoles durables et résilients, et de faciliter ainsi la concrétisation des cibles de l'ODD 2. S'ils sont mis à profit et orientés efficacement, ces modèles peuvent entraîner des évolutions favorables. En voici quelques exemples:

- a. **Obligations liées au développement durable.** Ces obligations, émises par des entités publiques ou privées, servent à lever des capitaux pour des projets qui contribuent à la réalisation d'objectifs en rapport avec le développement durable. La rémunération des titulaires des obligations dépend de la performance de l'émetteur au regard d'indicateurs prédéfinis. Hulic, une société immobilière japonaise a, par exemple, émis les premières obligations japonaises liées au développement durable en 2020, dans le respect des principes relatifs à ce type de valeurs mobilières énoncés par l'International Capital Market Association.
- b. **Financement participatif.** Des plateformes en ligne facilitent le financement participatif et permettent à plusieurs investisseurs de prêter de l'argent à des sociétés sous la forme de dons, de gratifications, de prêts ou de capital, en fonction des conditions réglementaires en vigueur dans le pays. CROWDE, une start-up spécialisée dans le financement participatif en Indonésie, gère une plateforme de financement de projets dans les domaines de l'agriculture, de l'aquaculture et de l'élevage<sup>35</sup>.
- c. **Transferts de fonds entrants.** Les produits d'investissement liés aux transferts de fonds peuvent faciliter la transition vers des secteurs des secteurs alimentaires et énergétiques durables. En 2019, le Gouvernement tadjik a collaboré avec la FAO et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour concevoir un projet pilote permettant d'investir les transferts de fonds dans l'agriculture. L'initiative visait à promouvoir la sécurité alimentaire, la nutrition, la création d'emplois et la croissance inclusive.
- d. **Assurance contre le risque climatique.** Il s'agit d'un dispositif d'assurance indiciaire non traditionnel, qui verse des sommes fixées à l'avance sur la base de conditions objectives, telles que des catastrophes, et non en fonction de la valeur des pertes subies. La Banque mondiale a mis en service un dispositif de financement d'un bouclier mondial (Global Shield Financing Facility) pour aider les pays en développement à accéder à des financements après une catastrophe. De même, le Fonds d'équipement des Nations Unies a mis en route un programme de microassurance paramétrique dans les Îles du Pacifique avec l'appui de partenaires afin d'offrir une protection contre les risques climatiques<sup>36</sup>.
- e. **Obligations liées aux ODD.** Ces obligations servent à lever des capitaux pour des projets qui contribuent à la réalisation des ODD. L'obligation Livelihood Innovation Fostering the Economy, émise par Grameen Impact Investments and Acumen en Inde, a, par exemple, permis de diriger des fonds vers des entreprises sociales soutenant la mise en place de moyens d'existence durables pour les jeunes dans les zones rurales et urbaines.

37. En exploitant ces modèles de manière efficace, nous pouvons accélérer les progrès sur la voie de l'instauration de systèmes énergétiques et agroalimentaires durables et résilients.

#### *Investissements du secteur privé sous la forme de capital-risque et de financements à impact*

38. Nous observons actuellement des évolutions très prometteuses dans les domaines des produits financiers, des partenariats liés à la chaîne d'approvisionnement et des instruments d'investissement, qui visent à rediriger les capitaux affectés jusqu'alors à des placements classiques demandant beaucoup d'actifs mais offrant un faible rendement vers des activités économiques plus efficaces, plus inclusives, plus résilientes et plus durable. Cette mutation est facilitée par la combinaison de capitaux

<sup>35</sup> <https://crowde.co/en>.

<sup>36</sup> Fonds d'équipement des Nations Unies. 2022. Parametric Insurance Meets a Critical Demand in the Fiji Market. [www.unCDF.org/article/8036/parametric-insurance-meets-a-critical-demand-in-the-fiji-market](http://www.unCDF.org/article/8036/parametric-insurance-meets-a-critical-demand-in-the-fiji-market).

publics, privés et philanthropiques. La participation du secteur public à des dispositifs financiers de ce type offre la possibilité d'influer sur les investissements consacrés à l'ODD 2.

39. En Asie du Sud-Est, le secteur des start-up spécialisées dans les technologies agroalimentaires a connu une croissance étonnante ces dernières années. De 2013 à 2022, 4 milliards d'USD environ ont été investis dans des coentreprises du secteur, et la tendance à la hausse se maintient<sup>37</sup>. Il convient de noter que les innovations technologiques du secteur agroalimentaire réalisées en amont, axées sur la production alimentaire sur le lieu d'exploitation et sur la production de nouveaux aliments, a enregistré une croissance considérable en 2022 et au premier semestre de 2023<sup>38</sup>.

40. Les avancées obtenues dans les technologies agroalimentaires ouvrent la voie à des solutions permettant de remédier aux défauts d'efficacité du système financier. Ces innovations visent les objectifs suivants: i) prendre en compte la valeur de la nature; ii) inciter à utiliser les ressources de manière plus efficace; et iii) mettre à profit les fonds publics et philanthropiques pour mobiliser des financements privés à grande échelle. Le document intitulé *Better Finance, Better Food: Case Study Catalogue*<sup>39</sup> présente un nouveau modèle d'activité ainsi que des prototypes de financement qui ont pour objectif de remédier aux principaux défauts d'efficacité du système actuel. Ce catalogue propose des méthodes innovantes pour améliorer les aspects financiers du secteur agroalimentaire, en favorisant le développement durable et l'efficacité.

41. Globalement, l'apparition de produits financiers, de partenariats en matière d'approvisionnement et de véhicules de placement nouveaux, parallèlement au développement des technologies agroalimentaires en Asie du Sud-Est, ouvre des possibilités prometteuses pour rendre l'économie alimentaire et l'économie de l'utilisation des terres plus écologiquement viables et plus efficaces. Il existe toutefois un risque de suréquipement du système agroalimentaire dans la région, qui bénéficie souvent aux investisseurs. La participation du secteur public à la promotion des couveuses d'entreprises agro-industrielles, aux initiatives visant à faciliter le financement des investissements et à la fourniture d'un certain degré de garantie d'accès aux marchés pour les jeunes et les groupes défavorisés peut contribuer à atténuer ce risque.

#### IV. Conclusion

42. En 2022, plus de 371 millions de personnes vivant dans la région Asie et Pacifique ont souffert de la faim, soit plus de 50 pour cent des personnes sous-alimentées dans le monde<sup>40</sup>. Sans une intervention adéquate, ce chiffre pourrait atteindre 381,1 millions de personnes d'ici à 2030. Les ODD sont interdépendants, et investir dans des ODD liés à l'ODD 2 (Élimination de la faim) peut avoir des effets de contagion positifs pour atteindre les cibles associées à ce dernier.

43. Dans le présent document, nous avons examiné quatre études comparables qui visaient à estimer les investissements supplémentaires nécessaires pour atteindre les cibles de l'ODD 2 d'ici à 2030. Les études les plus récentes, publiées en 2020, qui sont consacrées au modèle Ceres2030 et au modèle des courbes de coût marginal d'abattement, fournissent des données actualisées et complètes pour répondre à la question principale, à savoir: combien coûtera l'éradication de la faim dans la région Asie et Pacifique d'ici à 2030? L'étude relative au modèle des courbes de coût marginal d'abattement porte sur les cinq indicateurs de l'ODD 2, tandis que l'analyse Ceres2030 est axée sur trois seulement de ces indicateurs. D'après le modèle des courbes de coût marginal d'abattement, il est nécessaire d'investir 26 milliards d'USD supplémentaires pour atteindre les cibles de l'ODD 2 d'ici à 2030. Il est toutefois important d'interpréter ce chiffre avec prudence, car il applique des paramètres

<sup>37</sup> *AgriFoodTech In Southeast Asia*. 2023. Ecosystem Report, Singapore Economic Development Board. <https://forwardfooding.com/food-tech-reports/>.

<sup>38</sup> *Asia-Pacific AgriFoodTech Investment Report 2023*. AgFunder 2023. <https://agfunder.com/research/asia-pacific-agrifoodtech-investment-report-2023/>.

<sup>39</sup> *Better Finance, Better Food: Case Study Catalogue*. Blended Finance Taskforce. (aucune date). Blended Finance Taskforce. [www.blendedfinance.earth/better-finance-better-food](http://www.blendedfinance.earth/better-finance-better-food).

<sup>40</sup> FAO. 2023. Asia and the Pacific – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2023: Statistics and trends. <https://doi.org/10.4060/cb2429en>.

mondiaux à la région et ne tient pas compte des synergies entre les interventions et des investissements consentis dans d'autres ODD.

44. Il ressort du présent document que près de 58 pour cent (15 milliards d'USD par an) du financement supplémentaire estimé devraient provenir du secteur public, les 11 milliards d'USD restants provenant de l'APD. Pour combler le déficit de financement, il est notamment recommandé de réorienter les financements publics de façon à donner la priorité aux cibles de l'ODD 2, d'augmenter les recettes fiscales, d'améliorer la gouvernance fiscale, de lever les obstacles empêchant les agriculteurs et les entreprises rurales d'accéder aux moyens de financement et de promouvoir diverses formes de partenariat.

45. La transposition à plus grande échelle de l'APD exigera de rediriger des fonds affectés initialement à des projets ne prévoyant pas spécifiquement le stockage du carbone et à des initiatives non prioritaires pour les allouer à des actions en rapport avec l'ODD 2. En outre, la mise en place d'un fonds de garantie destiné aux «obligations Faim zéro» pourrait aussi générer d'importantes ressources financières à investir dans des initiatives de ce type.

46. Le présent document souligne qu'il est important de mettre à profit les effets multiplicateurs des systèmes agroalimentaires transformés. Ces systèmes sont non seulement viables écologiquement et garantissent la sécurité alimentaire, mais permettent aussi de renforcer le pouvoir d'action des femmes, de stimuler les économies, de réduire le gaspillage et de conserver les ressources. En adoptant cette démarche globale, nous pourrions libérer tout le potentiel des systèmes agroalimentaires durables et obtenir des effets positifs importants au regard de diverses dimensions du développement.